

23 NOVEMBRE 2024

UNITAIRES ESSONNE

LE JOURNAL DE LA FSU 91



NUMÉRO SPÉCIAL CONGRÈS DÉPARTEMENTAL



RETROUVEZ DANS CE BULLETIN TOUTES LES INFORMATIONS UTILES :

RAPPORT D'ACTIVITÉ DÉPARTEMENTAL
DATES ET ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS
MODALITÉS D'INSCRIPTION ET DE PARTICIPATION.



SOMMAIRE

P. 2 - ÉDITO

P. 3 - INTRODUCTION AU RAPPORT D'ACTIVITÉ

Élections internes de la FSU : la parole est aux adhérent.es

P. 4-7 - RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL DÉPARTEMENTAL

Éducation, enseignement supérieur

Fonction publique et services publics

La FSU 91 au cœur des luttes et des débats

Fonctionnement et visibilité de la FSU 91

P. 8 - RENDEZ-VOUS

18-19 décembre 2024

Congrès départemental de la FSU 91 à l'IUT d'Évry

CARENCE DU SERVICE PUBLIC

Dans quelques jours, le mardi 26 novembre, aura lieu le CSA Éducation Nationale sur le bilan de rentrée dans l'Essonne. C'est au cours de cette instance que les représentants des personnels constateront le tableau sombre d'une école de plus en plus sinistrée. Dans le premier degré, le nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers augmente de façon exponentielle, alors que rien ne garantit l'accessibilité des apprentissages à tous les enfants. Nos collègues, enseignant.es et AESH, sont abandonné.es et contraint.es d'improviser face à des situations de plus en plus complexes, alors que les besoins fondamentaux – en formation, en soutien psychologique, en ressources matérielles – ne sont jamais satisfaits. Dans le second degré, la pression démographique fait exploser les collèges et les lycées de l'Essonne, qui voient leur climat scolaire foncièrement se dégrader. L'augmentation des effectifs ne donne pourtant pas lieu à des ouvertures de classes en nombre suffisant et une fois de plus, plusieurs centaines d'élèves n'ont pas été affectés à la rentrée 2024. Le scandale est immense quand on sait que la Direction Académique travestit par ailleurs les chiffres en passant sous silence tous les jeunes qui sortent de nos dispositifs UPE2A et qui se retrouvent sans solution. Dans le même temps, elle bricole pour cacher son incapacité à garantir un véritable service public, en surchargeant les classes dans les lycées et en demandant au ministère de financer la scolarité de certains élèves dans le privé ! Mais où va-t-on ?

Notre département offre donc un terrible exemple d'une carence dans l'organisation du service public d'éducation. Cette carence a un impact indéniable sur la santé et la sécurité des personnels et génère d'importants risques psychosociaux que personne ne semble capable de réduire, alors qu'il suffirait de combler la carence. Ce déni de réalité est d'autant plus dangereux qu'il se trouve aggravé par les choix des collectivités territoriales, propriétaires du bâti scolaire. Les personnels d'éducation, qui attendent que leur employeur assume sa responsabilité quant à leur santé et leur sécurité au travail, se retrouvent bien souvent prisonniers d'enjeux politiques qui les dépassent et écrasés par des restrictions budgétaires qui induisent des situations de travail empêché. Cette double tutelle État-collectivité, dans le contexte d'austérité que nous connaissons, est insupportable. L'entretien, la maintenance, les travaux qui s'organisent dans les écoles et les établissements, doivent être garantis partout, puisque c'est aussi d'eux que dépendent la santé et la sécurité des personnels.

Le constat est malheureusement le même dans tous les services publics. Il n'est pas entendable, dans ces conditions, que le gouvernement ait pour projet d'imposer aux fonctionnaires trois jours de carence en cas d'arrêt maladie. Ne jetons pas aux visages des personnels la carence que les dernières politiques successives ont elles-mêmes creusée à coups de réformes iniques. C'est le travail, tel qu'il est prescrit et tel qu'il est vécu, qui rend malades les agent.es du service public. La FSU 91 mettra tout en œuvre pour combattre ce projet et s'engagera, à compter du 5 décembre prochain, dans toutes les mobilisations à venir, sur les lieux de travail et dans la rue, pour faire entendre la colère, l'indignation et la souffrance d'une profession maltraitée et épuisée.

Yelena SUSIC

RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL DÉPARTEMENTAL 2022-2024

ÉLECTIONS INTERNES DE LA FSU : LA PAROLE EST AUX ADHÉRENT.ES

La FSU tiendra son congrès national du 3 au 7 février 2025 à Rennes. Ce moment essentiel de la vie de notre fédération se prépare dans un premier temps avec un vote interne qui a lieu du 7 au 28 novembre et qui porte d'une part sur les textes d'orientation des différentes tendances qui irriguent la FSU, d'autre part sur le rapport d'activité de la FSU sur les trois dernières années. A la FSU, ce sont en effet les adhérent.es qui décident du fonctionnement de la fédération.

Le congrès national est préparé ensuite par des congrès départementaux qui réunissent militant.es et adhérent.es de tous les syndicats de la FSU départementale. Le congrès de la FSU de l'Essonne aura lieu le mercredi 18 et le jeudi 19 décembre à l'IUT d'Évry et sera l'occasion de mettre en débat les mandats de notre fédération que nous tâchons de faire vivre au quotidien dans notre département.

Le présent rapport d'activité de la section FSU de l'Essonne, que vous pouvez consulter de la page 4 à la page 7, concerne la période allant de janvier 2022 à novembre 2024. Ce rapport n'est pas soumis au vote des adhérent.es, le choix ayant été fait localement de laisser les adhérent.es se prononcer uniquement sur le rapport d'activité national entre le 7 et le 28 novembre. Ce rapport d'activité fédéral départemental fera toutefois l'objet d'un débat en ouverture de congrès, le mercredi 18 décembre, à Évry. Pour participer à notre congrès, il vous suffit de remplir le formulaire dont le QR Code se trouve ci-dessous.



Les trois années qui viennent de s'écouler ont été particulièrement intenses à tous les niveaux et ont mis à l'épreuve les militantes et militants de la FSU 91 dont l'engagement n'a pourtant jamais faibli.

Ces trois années correspondent entre autres en France à la sortie d'une crise sanitaire sans précédent, à la froide application de la loi de transformation de la Fonction Publique, au passage en force de la scandaleuse réforme des retraites et à la dangereuse montée de l'extrême-droite dans les têtes et dans les urnes.

Ces trois années correspondent aussi à l'International à la guerre en Ukraine, ainsi qu'à l'accélération et l'amplification de logiques de guerre meurtrières qui dévastent le Moyen-Orient.

Ce contexte politique a irrigué au quotidien les décisions et les actions de la section départementale de la FSU 91 qui n'a cessé de défendre les services publics, ces communs que nous partageons et qui doivent garantir plus que jamais un modèle de société écologique, égalitaire, juste, inclusif et émancipateur.

RAPPORT D'ACTIVITÉ FÉDÉRAL DÉPARTEMENTAL

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les dernières élections professionnelles ont acté, à notre grand désarroi, la fin du paritarisme et la fusion des instances. La FSU 91 reste l'organisation syndicale majoritaire dans l'Éducation dans toutes les instances. Elle occupe **4 sièges au CSA (ex CTSD) et à la F3SCT (ex CHSCT)**, où elle porte la parole des collègues en revendiquant avec force davantage de moyens humains et horaires pour encadrer les élèves et en réclamant de meilleures conditions de travail pour toutes et tous. De ce point de vue, il est d'ailleurs à noter que la FSU occupe la fonction de secrétaire de la F3SCT départementale depuis plusieurs mandats (Anne-Marie ROUSSEL, Jean-Philippe CARABIN, Marilu PERRIOLLAT, puis depuis les dernières élections professionnelles Jean-François FUSTEC, et depuis juillet 2024 Yelena SUSIC). À ce titre, elle a acquis une fine connaissance du terrain et des problématiques rencontrées par les personnels de l'Éducation Nationale. C'est cette connaissance qui lui permet de défendre aussi les situations des collègues et des établissements, d'une part **dans les CDAS** (Commissions Départementales d'Action Sociale) et **dans les conseils médicaux** où la FSU siège en formation plénière pour les accidents de service et les maladies professionnelles, d'autre part **au CDEN** où elle rencontre le Conseil Départemental et les représentants des maires du département pour traiter des questions de sectorisation et de bâti scolaire.

Dans ces instances et au quotidien sur les lieux de travail, la FSU 91 relaie et incarne les luttes portées par la FSU Nationale pour garantir à nos élèves justice sociale et égalité territoriale. C'est pourquoi, la FSU 91 continue de **dénoncer les réformes successives du primaire, du collège et du lycée, dénonce la réforme de la voie professionnelle** et œuvre chaque jour pour **pointer, analyser et combattre les dangers de la réforme du Choc des Savoirs**, qui impacte l'ensemble de la scolarité des élèves de la maternelle à la Terminale. Si la crise sanitaire a causé des dégâts incommensurables dans l'Éducation en fragilisant bon nombre d'élèves en difficultés, toutes les réformes qui ont précédé et ont suivi cette crise n'ont fait que creuser des inégalités scolaires et sociales déjà ancrées dans le modèle éducatif français. Notre département s'illustre par sa spécificité : démographie scolaire en hausse, saturation bâtementaire, ¼ des rixes du territoire national, pas de moyens supplémentaires. Dans ces conditions, la FSU 91 dénonce la baisse du taux d'encadrement, une absence de politique préventive, un manque de soutien des personnels par la hiérarchie. Elle dénonce aussi une criminalisation de la jeunesse par les politiques qui ne sert qu'à dissimuler les défaillances de l'institution. La FSU 91 revendique donc un plan d'urgence pour les élèves essonnais.

Dans l'Essonne, les classes sont maintenant plus chargées, parce qu'il faut absorber la hausse démographique avec toujours moins de moyens. Et c'est

dans ce contexte qu'on demande aux personnels d'accueillir et d'encadrer de plus en plus d'élèves fragiles, en difficultés, à besoins éducatifs particuliers. Chaque année, la hausse démographique se poursuit et on supprime des postes. Ce cercle vicieux s'inscrit et se construit de surcroît dans un contexte d'inflation et de paupérisation : on fait pleuvoir les réformes pédagogiques, mais on n'écoute pas les revendications salariales de tout le corps enseignant qui, pour vivre décemment, doit accepter des heures supplémentaires. Dans ce contexte d'inflation et de paupérisation, la crise du recrutement n'a donc cessé de s'aggraver et les postes restés vacants sont pourvus par des collègues contractuels qu'on maltraite en les privant de formation, en les précarisant, en leur imposant des missions faute de pouvoir mieux les payer. La FSU 91 a donc fait de la **lutte contre le nouveau management public** une priorité. Les nouvelles pratiques de pilotage imposées par les chefs de service sont légitimées et entretenues par la crise du recrutement et les restrictions budgétaires. Pour faire plus avec moins, la hiérarchie n'est plus respectueuse des personnels et affiche un déni de la réalité du terrain. C'est pourquoi, les militantes et militants de la FSU 91 sont de plus en plus formés à la **détection des Risques Psycho-Sociaux (RPS)**, qui ne cessent d'augmenter sur tous les lieux de travail du département. La FSU 91 interpelle sans relâche l'Administration sur les 6 facteurs de risques repérés dans les écoles et les établissements : surcharge de travail qui épuise, tensions avec le public qui exigent des personnels qu'ils cachent leurs émotions, manque d'autonomie et de liberté, relations très dégradées avec la hiérarchie, conflits de valeur et travail empêché, insécurité de la situation de travail. C'est à la condition de davantage de moyens et d'une meilleure qualité de vie au travail que l'École pourra se reconstruire et assurer pleinement sa mission de service public.

La FSU 91 ne limite pas son champ d'action à l'Éducation Nationale, puisque Yelena SUSIC et Patrice ALLIO siègent depuis 2024 dans deux instances relevant de l'enseignement supérieur, en qualité de personnalité extérieure au titre d'une organisation syndicale représentative des salariés : **le conseil d'institut de l'IUT d'Évry et la Commission Mixte des Moyens de l'Université d'Évry**. Dans ces deux instances, la FSU 91 questionne les choix opérés par les établissements et apporte un regard neuf et politique sur la situation que connaît le Supérieur. Ce travail est essentiel à plusieurs niveaux : il permet de développer des liens de plus en plus forts entre la section départementale et les sections de l'Université, il permet aussi et surtout de faire converger des luttes qui doivent irriguer l'ensemble des secteurs de la Fonction Publique.

La FSU est une fédération qui réunit 22 syndicats de travailleuses et travailleurs de la Fonction Publique. À ce titre, elle est pleinement engagée au quotidien dans la défense de tous les services publics sans exception. Dans le prolongement de ses actions dans le service public d'éducation, la FSU 91 défend les personnels de la Fonction Publique Territoriale qui jouent un rôle essentiel dans les écoles et les établissements scolaires. En l'absence de section départementale du SNUTER, c'est la section départementale de la fédération qui est devenue depuis plusieurs années l'interlocuteur privilégié de leur employeur, et en particulier en CDEN. C'est donc la FSU 91 qui **combat le projet de mutualisation des agents de maintenance et d'externalisation des services d'entretien** dans les collèges de l'Essonne, c'est elle qui intervient auprès du Conseil Départemental pour exiger des remplacements sur des postes vacants, pour garantir de meilleures conditions de travail à toutes et tous, pour vérifier que les reclassements des collègues épuisés et déclarés inaptes se passent correctement, c'est elle qui demande chaque année des audiences pour suivre de près les différents établissements qui l'ont contactée. La dernière audience a eu lieu le 15 novembre 2024 et a permis de mettre en lumière les pratiques douteuses du Conseil Départemental qui participe sans vergogne à la casse des établissements publics, en finançant l'enseignement privé, en baissant drastiquement les dotations allouées aux collèges de l'Essonne et en chassant des établissements des agentes d'entretien pour les remplacer par des personnels d'entreprises privées dont ils n'auront plus à s'occuper.

La FSU 91 occupe par ailleurs un siège (Éric OLIVERO) dans la **formation spécialisée du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (CDJSVA)** où elle apporte un regard syndical dans des situations où les personnels risquent des interdictions temporaires ou définitives d'exercice. Dans les centres de loisirs et les clubs sportifs, les mêmes dérives managériales sont repérées et sur les dossiers où la sécurité a manqué, c'est bien souvent un manque de formation et une mauvaise organisation du travail qui expliquent les fautes des personnels encadrants.

Partout, dans l'Éducation comme ailleurs, la FSU 91 a vu son engagement et ses actions s'intensifier dans un département et un pays où s'organise depuis plusieurs décennies une véritable casse du service public. Les besoins sociaux ont considérablement augmenté et évolué. Les efforts engagés par les dernières politiques publiques pour s'adapter à ces nouveaux besoins ont été terriblement insuffisants au regard de la précarisation d'un grand nombre de nos concitoyens. Cet écart croissant entre les besoins de la population et les services publics conduit à l'existence, dans tous les secteurs, d'un espace grandissant pour une offre privée, désocialisée, de prise en charge des besoins. Les services publics n'assurent plus leur rôle de réduction des inégalités dans la société. En témoigne le récent exemple de l'audience avec la Préfecture qui a fait suite à la **mobilisation du mercredi 16 octobre 2024 contre la dématérialisation des procédures auxquelles sont soumis les étrangers en attente de régularisation**. La Préfecture n'assure plus son rôle de service public et est devenue une zone de non-droit où les files d'attente ont été remplacées par des démarches numériques impersonnelles qui privent de travail, de logement et de vie sociale des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. La FSU 91, qui fait partie du collectif Exilés 91, dénonce cette dégradation profonde des services publics dont le seul objectif est de faire des économies. Elle a participé ces dernières années aux différentes actions organisées par le collectif devant la Préfecture à Évry et réclame davantage de moyens humains et financiers pour garantir à toutes et tous le respect de leurs droits.

Il en va de même dans la Fonction Publique Hospitalière où des hôpitaux ferment. L'Essonne est malheureusement un triste exemple, en matière de santé, de cette politique inique qui dégrade les soins pour les plus fragiles tout en favorisant l'accès aux plus riches. C'est pourquoi, la FSU 91 a soutenu toutes les actions engagées par le **Comité de défense des hôpitaux du Nord Essonne** qui a lutté pour maintenir ouverts des services et des établissements et qui a dénoncé l'ouverture d'un nouvel hôpital sur le plateau de Saclay.

C'est pour toutes ces raisons que la FSU 91 a décidé en juin dernier de **soutenir explicitement et officiellement la candidature du Nouveau Front Populaire aux élections législatives** suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président Macron. C'est pour toutes ces raisons qu'elle a aussi soutenu la candidature de Lucie Castets, co-fondatrice du collectif Nos Services Publics, à la fonction de Première Ministre. Notre pays a besoin de véritables services publics, pour construire une société solidaire, égalitaire et juste. L'extrême-droite se nourrit de la colère et du désespoir, cette colère et ce désespoir ont été entretenus par une politique macroniste qui a poursuivi avec mépris des attaques déjà fortes contre le monde du travail et les conquits sociaux. Face au règne d'un néolibéralisme, qui aggrave les inégalités sociales, qui continue à piller les richesses de la planète, qui érige la concurrence en principe et qui favorise les réponses identitaires et de repli sur soi : il y a urgence. Si l'extrême-droite est en ascension, c'est aussi et surtout parce que les services publics se dégradent. En cela, la FSU, majoritaire dans l'Éducation et représentative dans la Fonction Publique d'État et la Fonction Publique Territoriale, doit jouer pleinement son rôle en protégeant les statuts et en exigeant des moyens supplémentaires immédiatement et dans tous les secteurs.

LA FSU DE L'ESSONNE AU CŒUR DES LUTTES ET DES DÉBATS

Le bilan de ces trois dernières années s'écrit au moment de l'arrivée à Matignon du gouvernement Barnier et du vote d'un budget étriqué et scandaleux tant il met en danger les communs. La désignation de ministres réactionnaires et l'absence de considération pour les services publics et pour l'exigence de qualité qu'il faut leur réserver nous poussent à rester vigilants. Cette vigilance politique, la FSU 91 l'exerce depuis toujours, mais plus particulièrement depuis 2024. Elle a notamment participé, avec Solidaires 91 et de nombreuses associations, à un rassemblement à Évry le 8 mai 2024 dans le Parc Missak Manouchian. Elle a pris également part au meeting départemental contre l'extrême-droite qui a eu lieu le 26 juin 2024 sur la Place des Droits de l'Homme et du Citoyen à Évry. Ces actions ne sont pas isolées et ne font que rendre visible publiquement un engagement de la FSU 91 **contre le néo-libéralisme et les idées fascistes** qui irrigue toutes ses prises de position dans les réunions d'information syndicale, dans les journées de formation syndicale et dans tous les communiqués et toutes les déclarations qu'elle rédige.

C'est aussi cette vigilance qui a engagé la FSU 91 dans la **lutte contre la réforme des retraites** tout au long de l'année 2023. Au moment de cette grave crise sociale et démocratique, la FSU 91 a investi pleinement le cadre unitaire de l'interprofessionnelle de l'Essonne en participant à l'organisation d'événements et de manifestations (retraites aux flambeaux dans les rues d'Évry, meeting à l'Université d'Évry, descente en rappel le long de la Maison des Syndicats à Évry, prises de parole publiques), en participant à l'achat et à la pose de banderoles unitaires réclamant l'abrogation de la réforme, en invitant les Rosies à venir danser devant la Maison des Syndicats, en mettant à la disposition de ses adhérents des bus pour se rendre aux manifestations parisiennes, en fournissant des militantes et militants pour le service d'ordre de ces mêmes manifestations. À aucun moment, l'action et l'engagement de la section n'ont faibli, et le soutien affiché de la FSU 91 au NFP s'inscrit aussi dans la continuité de cette mobilisation inédite, puisqu'il s'agit de continuer de réclamer l'abrogation de cette réforme injuste et maltraitante pour des travailleuses et travailleurs déjà épuisés par les conditions d'emploi qu'on leur impose.

La FSU 91 s'engage donc au quotidien pour défendre les plus fragiles et c'est ce principe qui l'anime dans toutes ses actions. C'est ainsi qu'elle a soutenu politiquement et concrètement le **piquet de grève des postiers sans papiers de DPD au Coudray-Montceaux** du 17 novembre 2021 à son expulsion en février 2022. Elle a poursuivi son soutien aux actions organisées par ces travailleurs **aux côtés de Solidaires 91**. Une lutte opiniâtre et déterminée de presque trois ans qui a permis d'obtenir de la Préfecture de l'Essonne la régularisation en juin 2024 des 63 dossiers déposés.

Par ailleurs, la FSU 91 soutient et appelle à rejoindre toutes les **manifestations de solidarité avec la Palestine** qui sont organisées depuis plus d'un an sur Évry, tous les quinze jours, à l'initiative du collectif Palestine en Essonne dont elle fait partie. L'État israélien, en amplifiant sa colonisation et la guerre à dimension génocidaire qu'il mène à Gaza, porte une responsabilité écrasante. Pour la FSU 91, soutenir la cause palestinienne, c'est vouloir que la lutte et la transformation sociale que nous portons s'étendent à tous les citoyens du monde. Soutenir la cause palestinienne, c'est combattre les idées d'extrême-droite. Depuis toujours, la FSU 91 entretient des liens étroits avec Évry Palestine, déclinaison locale de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) au niveau national. Elle n'a jamais cessé de participer à **l'événement annuel Huit heures pour la Palestine** qui a lieu en novembre ou décembre, dans la salle des congrès de la Maison des Syndicats, que la FSU 91 et l'UD CGT 91 mettent à disposition pour l'occasion. Elle a donc participé et appelé à participer aux débats sur la Palestine à l'épreuve du droit en 2024, sur l'enfermement en 2023, sur l'apartheid en 2022. Elle a par ailleurs accueilli à la Maison des Syndicats à Évry, avec l'UD CGT 91, un **débat avec Rony Brauman** à l'initiative d'Évry Palestine, en juin 2024.

La justice et la paix que la FSU 91 réclame pour toutes et tous ne peuvent se construire en dehors d'une réflexion approfondie sur l'urgence environnementale dans laquelle nous nous trouvons. Le contexte politique actuel nous pousse à investir encore davantage ces questions et c'est ce que la FSU 91 s'évertue à faire grâce à Sylvain MESTDAGH qui représente la fédération dans le **collectif AES (Alliance Écologique et Sociale)**, ex PJC. Dans l'Essonne, ce collectif réunit des représentants de syndicats, de collectifs et d'associations (entre autres Attac, Solidaires, CGT, FSU, etc.) qui organisent des événements et des mobilisations destinés à sensibiliser la population à la nécessaire convergence de nos luttes sociales et environnementales. De ce fait, la FSU 91 a participé au **soutien du collectif MERL de Renault Lardy en juin 2022**, elle avait aussi un stand au **festival des luttes et alternatives organisé en juillet 2022 aux Ulis** et y a animé un débat sur la très contestée construction du LIPPS sur le Plateau de Saclay. C'est dans le cadre de ce collectif AES 91 que la FSU 91 a par ailleurs participé à la **campagne pour la taxation des super profits en 2023**, et qu'elle a également initié un travail sur l'alimentation en co-organisant un **débat sur la sécurité sociale alimentaire en avril 2024 à Grigny**. La section tâche par ailleurs de développer les consciences sur ce sujet à travers une **formation syndicale, Syndicalisme et écologie**, à destination des adhérents, qu'elle propose depuis 2024, pour faire le lien entre action syndicale et défense du vivant.

FONCTIONNEMENT ET VISIBILITÉ DE LA FSU DE L'ESSONNE

La section départementale de la FSU 91 est animée par **un secrétariat, un bureau et un CDFD** (conseil délibératif fédéral départemental). Le CDFD est composé **pour moitié de représentants des syndicats nationaux actifs dans le département, et pour moitié de représentants des tendances en présence dans le département** et à proportion des résultats des votes aux élections internes. C'est ce CDFD, réuni une fois par période et consulté régulièrement par mail, qui prend les décisions qui orientent le travail et les actions auxquels participe la FSU 91.

Le **programme de formation syndicale**, relancé depuis l'année 2023-2024 après une longue interruption, a contribué à faire davantage connaître et à rendre visible la FSU 91 dans le département et sur les lieux de travail. Ce programme est construit en deux volets. Un premier volet centré sur les questions éducatives permet de recréer du collectif autour de problématiques qui touchent les personnels à la fois du 1^{er} et du 2nd degré : école inclusive, dispositifs ULIS, droits des AESH, santé et sécurité au travail. Le deuxième volet permet aux stagiaires de développer une réflexion politique qui irrigue de façon transversale nos métiers : écologie, féminisme, situation internationale.

La FSU 91 s'est également particulièrement illustrée dans toutes les **campagnes qu'elle a menées, en appui aux syndicats de la fédération, contre les réformes éducatives** qui se sont abattues sur l'école ces trois dernières années. Les communiqués, les tracts et autocollants, les heures syndicales, les réunions **contre le Pacte en 2023 et contre le Choc des Savoirs en 2024** ont participé grandement à affermir le refus de la FSU de projets qui mettent en péril les statuts d'une part, l'école publique d'autre part.

Ce travail s'est construit aussi **en intersyndicale, et notamment avec la CGT Éducation 91** dont la FSU 91 s'est rapprochée très nettement depuis 2023. Les deux organisations syndicales ont organisé ensemble des mobilisations qui ont rendu visibles ce rapprochement et un travail commun sur des questions qui préoccupent tout autant les deux OS. En témoigne par exemple **l'AG des enseignant.es d'UPE2A** qui a réuni en décembre 2023 plus d'une vingtaine de collègues, qui a donné lieu ensuite à un rassemblement et une audience à la Direction Académique et qui encore aujourd'hui permet d'accompagner les personnels dans leurs revendications sur la scolarisation des élèves EANA, avec notamment l'appui de **RESF**. Ce rapprochement avec la CGT ne se limite pas au champ de l'Éducation, puisque la FSU 91 **entretient également des liens étroits avec l'UD CGT 91** dans le cadre de toutes les mobilisations de solidarité avec la Palestine, dans le combat contre l'extrême-droite, dans le collectif Exilés 91, dans le collectif AES 91. Ensemble, les deux OS tendent à construire un travail cohérent et efficace, qui porte le

projet d'un syndicalisme humaniste, inclusif, féministe et écologique, de lutte et de transformation sociale.

La FSU 91 siège aussi au **Comité de Gestion de la Maison des Syndicats**. En intersyndicale, elle travaille au quotidien à assurer le bon fonctionnement du bâtiment que le Conseil Départemental délaisse et veut réhabiliter avec l'objectif d'y accueillir des associations. Ce travail est un combat de tous les instants : pour la FSU 91, le bâtiment doit rester une Bourse du Travail où les travailleuses et travailleurs essonniens peuvent se rendre et rencontrer leurs syndicats, assister à des stages ou à des réunions d'information syndicale. Les derniers échanges avec le Conseil Départemental ont donné lieu à la rédaction d'une convention que la collectivité doit relire et approuver. C'est cette convention qui permettra de garantir la sécurité, l'accessibilité et l'entretien de ce lieu si précieux, qui rend possible et visible le fonctionnement de notre fédération.

L'engagement au quotidien de la FSU 91 est mis en valeur par le biais du site <https://fsu91.fsu.fr/> enrichi toutes les semaines de l'actualité de la fédération à tous les niveaux. Le projet de publication numérique du journal **Unitaires Essonne** a été temporairement abandonné, faute de rédacteurs et de lecteurs. Le compte Twitter a été relancé depuis quelques mois, après une longue interruption, et permet de relayer un certain nombre de mobilisations auxquelles participe la FSU 91 et un certain nombre d'articles mis en ligne sur le site. Ces moyens de communication, s'ils sont efficaces, ne sont pas pour autant véritablement investis par les adhérents. Une réflexion doit être menée au cours du prochain mandat pour améliorer la communication et donner une plus grande visibilité au travail de la FSU dans le département.

Les trois années de ce mandat correspondent enfin aux trois premières années de **la Fête de l'Humanité dans l'Essonne, sur le site de l'ancienne base 217 au Plessis-Pâté**. Cet événement est devenu essentiel pour la FSU puisque notre fédération dispose désormais d'un stand national pendant la Fête. C'est la section départementale de l'Essonne qui est à l'initiative de ce stand et qui en assure le montage, la programmation et le démontage. Ce stand est devenu maintenant incontournable et a montré la ténacité et l'efficacité des militantes et militants dans l'organisation de débats, d'expositions et de concerts capables d'assurer la visibilité de l'engagement de la FSU sur de nombreux sujets politiques, tant sur les questions éducatives que sur la fonction publique, l'écologie ou la situation internationale. Ce stand est devenu un lieu de rencontre militant pour l'ensemble des adhérents des syndicats de la fédération.



Congrès départemental de la FSU de l'Essonne

Votre participation aux élections internes de la FSU, qui se déroulent actuellement du 7 au 28 novembre, vous permet de prendre à part aux décisions qui permettront de renouveler la direction et le fonctionnement de notre fédération au niveau national. En participant ensuite au congrès départemental de la FSU de l'Essonne, les 18 et 19 décembre prochains, vous ferez vivre la démocratie et le pluralisme de notre section. Notre congrès s'ouvrira sur la présentation du présent rapport d'activité et du nouveau CDFD qui officiera durant les trois prochaines années. Il laissera ensuite place aux débats sur les quatre thèmes autour desquels s'organisent nos mandats. À l'issue du congrès, seront choisi.es les quatre délégué.es qui représenteront la FSU 91 au congrès national à Rennes du 3 au 7 février 2025.

RENDEZ-VOUS

18 et 19 décembre 2024
Amphi de l'IUT d'Évry
25 cours Monseigneur Romero

Le congrès est ouvert à tou.tes les adhèrent.es des syndicats de la FSU 91. Il est composé pour moitié de délégués au titre des syndicats nationaux (SN) et pour moitié de délégués au titre des tendances. Pour prendre part à nos débats, inscrivez-vous via le formulaire dont le QR Code se trouve en page 3, en indiquant votre syndicat et, le cas échéant, votre tendance. Une convocation sera envoyée par mail au début du mois de décembre à tou.tes les inscrit.es.

Ordre du jour du congrès départemental

Mercredi 18 Décembre

8h30 – Accueil + Café

9h – Ouverture du congrès / vote de l'ordre du jour

9h15 – Présentation et vote du rapport fédéral départemental + Rapport financier + renouvellement du CDFD 91

10h-12h30 – Plénière Thème 2

12h30-14h – Pause déjeuner

14h – Accueil + Café

14h30-17h30 – Plénière Thème 1

Jeudi 19 Décembre

8h30 – Accueil + Café

9h-12h30 – Plénière Thème 3

12h30-14h – Pause déjeuner

14h – Accueil + Café

14h30-17h30 – Plénière Thème 4

17h30-18h – Vote modification statutaire + Vote de la délégation au congrès national + Vote des délégués au titre des tendances

18h – Clôture du congrès

**Téléchargez ici les textes
des 4 thèmes du congrès.**

